



Bulletin

March 31, 2025



Bulletin d'information | Février-Mars 2025

Télécharger le PDF

Chers membres et sympathisant(e)s,

À l'Association pour les Nations Unies (APNU), notre mission est de tisser des liens entre nos membres et les Nations Unies. Grâce à votre soutien, nous continuons à éclairer et mobiliser notre communauté sur les enjeux internationaux. Découvrez des articles et des mises à jour essentielles qui promettent d'enrichir votre connaissance des actions de l'ONU dans le monde.

Pour tout commentaire ou suggestion, n'hésitez pas à nous contacter (secetaire@apnu.be).

DANS CETTE ÉDITION...

A LA UNE

1. Visite du Secrétaire général de l'ONU en Belgique - Rencontre avec UNA Belgium
2. Assemblée Générale APNU du 24 mars 2025 - Retour sur un riche débat: Quelles pistes concrètes pour le multilatéralisme de demain ?
3. Entretien avec Tanguy Struye de Swielande paru dans Le Soir: « L'Europe ne s'est pas préparée au retour de Trump »
4. Le multilatéralisme en danger: l'UE réaffirme son attachement à la Charte de l'ONU lors du dernier Conseil européen

ARTICLES THÉMATIQUES

1. Ukraine. Trois ans de conflit: changement radical du positionnement des Etats-Unis à l'ONU

2. **Conflit Israël-Hamas: situation alarmante à Gaza et en Cisjordanie**
3. **Les violences sexuelles en contexte de conflit: la situation à Goma**
4. **Quelle justice pour les victimes d'attaques contre le personnel humanitaire ?**
5. **COP16 prolongée à Rome : disons OUI à la biodiversité**
6. **Réunions de haut niveau sur l'IA : nécessité de développer et d'instaurer une gouvernance de l'IA, dans l'intérêt général**
7. **Evaluation des progrès de la Belgique vers la réalisation des objectifs de développement durable**
8. **Quand la Belgique entretient sa relation spéciale avec la FAO et le PAM**

[LA PAROLE A APNU JEUNES](#)

Conflits oubliés: la guerre civile au Yémen et l'implication des Houthis

[EVENEMENTS A VENIR](#)

A LA UNE



© Michael De Lausnay

Visite du Secrétaire général de l'ONU en Belgique - rencontre avec UNA Belgium

Dans le cadre de leur 600e anniversaire, [l'UCLouvain et la KU Leuven ont décerné conjointement un doctorat honorifique aux Nations Unies](#) pour leur engagement en faveur de la paix, des droits humains et du développement durable. Le Secrétaire général **António Guterres s'est rendu à Louvain** pour recevoir cette distinction. Françoise Tulkens (Présidente de l'APNU), Professeure émérite à l'UCLouvain, ancienne juge et Vice-présidente de la Cour européenne des Droits de l'Homme, a participé également à la cérémonie.

L'événement s'est déroulé le vendredi 21 mars dans la belle salle des promotions de la KULeuven, devant un parterre de professeurs des deux universités portant la toge de leurs différentes facultés, marquant leur engagement en faveur de la paix, des droits humains et du développement durable.

[Rediffusion de l'événement](#)



UNA Belgium et le Secrétaire général de l'ONU

Dans leur *laudatio*, le recteur Luc Sels et la rectrice Françoise Smets ont insisté sur le rôle central de l'ONU dans la protection des personnes les plus vulnérables de la société, ainsi que ses efforts continus d'action et d'innovation dans un contexte de fortes tensions géopolitiques. Les principes inscrits dans la Charte des Nations unies correspondent aux missions des universités qui sont engagées à faire progresser les connaissances, à favoriser le dialogue et à promouvoir la coopération internationale, les pierres angulaires d'un monde juste.

La réponse du Secrétaire général fut dense et courageuse. Un monde en mutation exige une coopération multilatérale forte, et donc une organisation universelle, efficace et inclusive. « **L'isolationnisme est une illusion : pas une solution** » rappelle-t-il. Des questions du public ont porté sur le rôle des femmes et l'indispensable réforme des institutions des Nations Unies. [Lire le discours du SG \(EN\)](#)

A l'occasion de son déplacement, le Secrétaire général a également [rencontré](#) le Premier Ministre Bart De Wever et le Ministre des Affaires étrangères Maxime Prévôt.



Assemblée Générale APNU du 24 mars 2025 - Débat sur "le multilatéralisme de l'avenir"

A l'occasion de son Assemblée générale du 24 mars 2025, l'APNU a organisé un débat consacré au "multilatéralisme de l'avenir", avec la participation d'experts du monde diplomatique et académique. Il s'agissait principalement d'examiner les **forces et les**

←
♡
🔗

faiblesses du multilatéralisme et de l'ONU dans le contexte international fluctuant d'aujourd'hui. Quelques pistes ont été proposées pour mieux défendre la coopération multilatérale, la promouvoir comme instrument privilégié de gouvernance mondiale et de gestion de relations internationales ordonnées et apaisées et, dans cette perspective, renforcer son efficacité.

[➔ LIRE LE RÉSUMÉ DE CES ÉCHANGES: QUELLES PISTES CONCRETES POUR LE MULTILATÉRALISME DE DEMAIN?](#)

Bénédicte Frankinet, Administrateur APNU



Au sujet des faiblesses du multilatéralisme, et notamment de l'Occident, un entretien avec Tanguy Struye de Swielande, administrateur APNU et professeur à l'UCLouvain, est paru dans le journal Le Soir.

Davantage qu'une incompatibilité entre dirigeants, l'affront cinglant fait à Volodymyr Zelensky par Donald Trump dans le bureau ovale a révélé l'ampleur de la fracture apparue entre les États-Unis et leurs alliés traditionnels, qui met en question en l'ordre international actuel.

Clairement, l'Europe n'a pas su anticiper les conséquences du retour au pouvoir de Donald Trump, ni assurer sa propre indépendance énergétique, et peine à s'adapter à cette nouvelle donne, comme le souligne le Pr. Tanguy Struye de Swielande dans l'entretien qu'il a accordé au journal le Soir du 3 mars 2025.

Depuis 2010, les États-Unis se sont recentrés sur la région indo-pacifique, en particulier sur la Chine, délaissant progressivement la relation transatlantique. L'absence de préparation face à cette évolution se fait aujourd'hui ressentir. Avec un président américain davantage tourné vers des enjeux régionaux et une vision géopolitique où les États-Unis dominent une périphérie exploitée pour leurs besoins, l'Europe, perçue comme

affaiblie, perd de l'importance. Dans ce contexte, les relations transatlantiques risquent de se détériorer encore davantage dans les trois prochaines années.

Face à cet état de fait, pour être efficace, l'Europe doit abandonner sa posture naïve et adopter une diplomatie plus offensive, capable d'imposer ses intérêts avec la même détermination que les autres grandes puissances, conclut le Professeur Tanguy Struye.

[Lire l'article complet « L'Europe ne s'est pas préparée au retour de Trump »](#)

Le multilatéralisme en danger: l'UE réaffirme son attachement à la Charte de l'ONU

Les conséquences du changement de cap de Washington sur l'ONU et le multilatéralisme sont déjà perceptibles. Privilégiant des logiques transactionnelles et unilatérales, le Président américain fragilise tout l'édifice de la Charte des Nations Unies et le principe de relations internationales basées sur le droit, comme on l'a vu lors du récent vote sur l'Ukraine au Conseil de sécurité. L'impact sur le multilatéralisme est donc clairement significatif et **l'ONU perd de son influence** dans la gestion des crises internationales

Certes, le scepticisme vis-à-vis de l'ONU est un phénomène récurrent à Washington. Mais le retrait des États-Unis de l'Accord sur le climat et de l'OMS, de même que la suspension des contributions de USAID aux agences humanitaires et de développement de l'ONU (sans parler de celle des contributions bilatérales), et les incertitudes créées quant à l'application du droit international dans les négociations sur l'Ukraine ou Gaza, sont autant de reculs annoncés pour la coopération multilatérale, et délibérément assumés par le Président américain. Il en va de même pour l'adoption par Washington de politiques contraires aux droits humains, la promotion des énergies fossiles, ou encore déclenchement de guerres commerciales en cascade.

Mais l'UE, au contraire, reste un partenaire fiable des Nations Unies : lors du [Conseil européen du 20 mars](#), et à l'occasion de la visite du Secrétaire général de l'ONU à Bruxelles, l'UE a réaffirmé sans ambiguïté son attachement au multilatéralisme et à la Charte des Nations Unies.

L'UE appuie le Pacte pour l'avenir destiné à renforcer les Nations Unies et les objectifs de développement durable. Enfin, elle se prépare aussi pour la conférence de Séville sur le financement du développement pour promouvoir un cadre financier mondial renouvelé. Concernant les océans, l'UE soutient également la présentation d'un Pacte européen pour les océans et appelle à une action renforcée pour la protection des océans, notamment en vue de la [Conférence des Nations Unies sur l'océan en juin 2025](#).

ARTICLES THÉMATIQUES



Ukraine. Trois ans de conflit: changement radical du positionnement des Etats-Unis à l'ONU

Le 25 février 2025 marquait le 3e anniversaire de l'invasion russe en Ukraine. La délégation ukrainienne déposait devant l'Assemblée générale de l'ONU, réunie en session extraordinaire d'urgence, un **projet de résolution "réaffirmant le soutien à l'Ukraine et à son intégrité territoriale"**, reconnaissant l'urgence de mettre fin à la guerre et demandant à la Russie de retirer ses troupes.

Ce texte, parrainé notamment par la Belgique, a été adopté par 93 voix en faveur (dont tous les membres de l'UE, à l'exception de la Hongrie, qui a voté contre), 65 abstentions et 18 voix contre (dont les Etats-Unis, Israël, la Biélorussie ou encore plusieurs pays du Sahel). Comparé au vote de la résolution du 2 mars 2022, condamnant l'agression russe en Ukraine, (141 oui, 35 abstentions et 5 contre), on ne peut que constater l'effritement progressif du soutien international non seulement à l'Ukraine, mais aussi aux principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies. Dans la foulée, les Etats-Unis ont présenté leur propre projet de résolution, adopté également par l'AG, mais avec des amendements européens rappelant la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Ce texte américain, transposé tel quel, est devenu, toujours le 24 février 2025, la résolution 2774 du Conseil de sécurité, première résolution de nature non procédurale adoptée par celui-ci depuis le début du conflit en Ukraine, la Russie ayant jusqu'ici systématiquement opposé son veto à tout texte condamnant ou critiquant son intervention militaire. Dans son unique paragraphe opérationnel, il "demande instamment qu'il soit mis fin au conflit dans les plus brefs délais et plaide pour une paix durable entre l'Ukraine et la Russie".

Si le préambule réaffirme que la Charte de l'ONU a pour objectif de "maintenir et la paix et la sécurité internationales et de régler les différends par des moyens pacifiques", les amendements proposés par les membres européens du Conseil, rappelant la responsabilité de la Russie ou encore le respect de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, se sont tous heurtés à un veto russe, tandis que les Etats-Unis s'abstenaient. Incidemment l'un des plus courts examinés dans l'histoire du Conseil, le texte a été adopté par 10 voix en faveur (Algérie, Chine, Guyana, Pakistan, Russie, Corée du Sud, Sierra Leone, Somalie, Etats-Unis) et 5 abstentions (France, Royaume-Uni, Grèce, Slovaquie, Danemark).

Cette nouvelle "configuration" du Conseil de sécurité n'aurait bien entendu pas été possible sans la révision drastique, en cours à Washington, des objectifs, des priorités et des méthodes de la politique étrangère américaine, de moins en moins préoccupée des principes du droit international. D'habitude très critique des Nations Unies et de leur action, l'équipe de M. Trump a pourtant choisi ce forum comme théâtre d'un spectacle disruptif de plus sur la scène internationale.

Bénédicte Frankinet



Conflit Israël-Hamas: situation alarmante à Gaza et en Cisjordanie

L'annonce de nouvelles frappes aériennes et les bombardements israéliens la nuit du 18 mars à Gaza, a horrifié le monde entier. Les premiers rapports font état de plus de 300 morts y compris 2 morts et six blessés parmi les travailleurs humanitaires de l'ONU (UNOPS/UNMAS) qui sont une nouvelle fois touchés

Depuis le 30 janvier 2025, l'UNRWA est confrontée à des défis sans précédent pour maintenir ses opérations à Gaza et en Cisjordanie. La législation israélienne entravant sa capacité de fournir une assistance essentielle est entrée en vigueur. Le gouvernement israélien bloque pour sa part l'acheminement de l'aide humanitaire à Gaza, au mépris de ses obligations internationales, dans l'intention de faire pression sur le Hamas.

[→ CONSULTER L'ARTICLE COMPLET](#)

Christine Van Nieuwenhuyse, Vice-présidente APNU



Goma : les violences sexuelles en contexte de conflit

Si la date du 8 mars est connue de tous comme la journée qui permet de mettre en lumière [les injustices](#) dont sont victimes les femmes, nous avons voulu à cette occasion mettre en avant les violences sexuelles en contexte de conflit

Les femmes et les filles continuent d'être les principales victimes des violences sexuelles liées aux conflits, notamment en raison du caractère habituel de la discrimination et des inégalités fondées sur le genre, antérieures au conflit.

Le Conseil de sécurité a mandaté les missions des Nations Unies sur le terrain pour prévenir et combattre les violences sexuelles liées aux conflits.. À ce jour, quatre missions de maintien de la paix sont investies d'un mandat spécial du Conseil de sécurité pour combattre les violences sexuelles liées aux conflits : [MINUSCA](#) en République centrafricaine, [MINUSMA](#) au Mali, [MONUSCO](#) en République démocratique du Congo, et [MINUSS](#) au Soudan du Sud.

Situation à Goma

Goma, une ville de la République Démocratique du Congo, est depuis longtemps en proie à des violences liées aux conflits armés. Les femmes en sont souvent les premières victimes. Cette situation a attiré l'attention de l'ONU, qui met en place des actions concrètes pour protéger les droits des femmes et lutter contre ces violences.

[→ EN SAVOIR DAVANTAGE](#)

Diane Gardiol, Administrateur APNU



Quelle justice pour les victimes d'attaques contre le personnel humanitaire ?

L'année 2024 a été l'une des plus meurtrières pour le personnel humanitaire dans le monde, faisant 325 victimes mortelles, tuées en majorité alors qu'elles procédaient à la distribution de l'aide. Mardi 18 mars 2025 lors des dernières attaques israéliennes sur Gaza, les frappes ont fait 2 morts et 6 blessés auprès de travailleurs humanitaires de l'ONU (UNOPS et UNRWA).

La plupart des victimes appartenaient au personnel local d'organisations non gouvernementales, d'agences des Nations Unies, du mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

243 employés de l'Agence des Nations Unies Unies pour les Réfugiés (UNRWA) ont été tués à Gaza depuis le 7 octobre 2023. Mais ailleurs aussi, les travailleurs humanitaires sont confrontés à des niveaux élevés de violence, de harcèlement, d'enlèvements et de détention, notamment en Afghanistan, en RDC, au Sud Soudan, en Ukraine et au Yémen.

En vertu du droit humanitaire international et des principes humanitaires la protection du personnel humanitaire doit être garantie en toute circonstance. La banalisation de la violence contre les travailleurs humanitaires et l'impunité des auteurs sont inacceptables ; elles sont aussi préjudiciables aux opérations humanitaires elles-mêmes. Pourtant les organisations et le personnel humanitaires qui ont été victimes d'attaques se heurtent à des obstacles considérables pour accéder à la justice.

L'ONG Protect Humanitarians et Legal Action Worldwide, organisation sans but lucratif, ont donc organisé à Bruxelles, les 3 et 4 février, un atelier consacré à la « Recherche de la justice après les attaques contre le personnel humanitaire ». Cet atelier a réuni des acteurs humanitaires, des experts et des juristes, dont plusieurs travaillant pour des organisations des Nations Unies, engagés dans la lutte contre l'impunité des auteurs d'attaques contre le personnel humanitaire.

Ensemble, ils se sont mis d'accord sur les priorités et les mesures concrètes à prendre pour soutenir les enquêtes et les poursuites des crimes commis contre le personnel humanitaire. Renforcer l'accès effectif à la justice pour le personnel humanitaire, en particulier le personnel national et le personnel recruté localement, est essentiel non seulement pour lutter contre l'impunité des attaques contre le personnel humanitaire, mais aussi pour renforcer la protection générale des civils dans les zones de conflit.

→ [EN APPRENDRE DAVANTAGE SUR L'ATELIER PROTECT HUMANITARIANS](#)

Christine Van Nieuwenhuysse



COP16 prolongée à Rome : disons OUI à la biodiversité

Après la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité COP16, qui s'est terminée à Cali (Colombie), en novembre 2024, sans résultats concluants, une prolongation a été jouée à Rome fin février 2025, toujours sous présidence colombienne.

Le but principal de la Conférence de Rome était de parvenir à un accord pour mettre fin à l'évolution dramatique de dégradation de la nature et de l'écologie mondiale et, dans cette perspective, sur le financement des actions décidées il y a 3 ans, c'est-à-dire arrêter la destruction de la nature, protéger au moins 30% des terres et des eaux, protéger les écosystèmes et les animaux sauvages, préserver les bases de la protection agricole, impliquer les populations locales et indigènes dans les solutions, et autres mécanismes convenus à Cali en 2024.

Les espoirs d'un résultat positif à la Conférence étaient minces. En effet, le manque d'avancement dans les autres grandes négociations ONU sur le changement climatique, la désertification, la pollution par les plastiques, etc., ne prêtait pas à l'optimisme. Avec, comme facteur supplémentaire, la multiplication et l'aggravation des conflits, non seulement les guerres en Ukraine et au Moyen Orient, mais aussi les conflits presque oubliés dans de nombreuses régions, dont par exemple l'Est de la RDC. Sans parler de la nouvelle donne géopolitique et des attaques en règle dont font désormais l'objet les Nations Unies.

En dépit des réticences et de la lenteur du processus, on peut donc saluer les avancées enregistrées par consensus, parfois in extremis, lors de cette deuxième partie de la COP 16, et principalement la perspective d'une solution aux modalités de financement, soit 200 milliards de dollars US par an d'ici 2030, jugées cruciales pour réaliser les objectifs de protection et de réhabilitation agréés lors de la COP 15.

Lors de la conférence à Rome, le ministre belge du Climat et de l'écologie, Jean-Luc Crucke, a constaté que le multilatéralisme fonctionne et garde un rôle important. Et nonobstant

les nombreuses critiques sur les résultats de la Conférence, il a indiqué que les résultats de Rome sont les moins mauvais qu'on pouvait obtenir.

Les Nations Unies sont donc à même de coordonner et d'encadrer l'action des principaux acteurs autour de la table, sans doute à l'exception des Etats-Unis qui semblent décidés à se retirer des discussions multilatérales.

Les avancements réels sur les thèmes qui menacent la survie de l'humanité nécessitent cependant une plus grande volonté de chaque pays. Les résultats en demi-teinte, le manque de volonté de plusieurs pays d'agir, les réticences sur le financement, dans le domaine crucial de la préservation de la biodiversité émettent un signal d'alarme de plus.

Geert Deserranno, Administrateur et Trésorier APNU



Réunions de haut niveau sur l'IA : nécessité de développer et d'instaurer une gouvernance de l'IA, dans l'intérêt général

Le Pacte numérique mondial, annexé au Pacte pour l'avenir adopté en septembre 2024 par l'Assemblée générale de l'ONU, constitue le premier accord international majeur sur la régulation de l'intelligence artificielle (IA). Comme l'a souligné le Secrétaire Général, **les perspectives de développement de l'IA sont extraordinaires, mais les besoins de régulation sont criants** : la mise en place d'une gouvernance mondiale de l'IA est plus que jamais nécessaire.

Différents événements ont eu lieu en février pour aborder ce sujet :

- Une première réunion de haut niveau à Bruxelles, sur la justice sociale et l'impact de l'intelligence artificielle sur le marché du travail, le 3 février 2025
- Le Sommet pour l'action sur l'Intelligence Artificielle, organisé par la France à Paris, les 10 et 11 février 2025. L'événement, auquel a participé le Secrétaire Général de l'ONU, a réuni des milliers d'acteurs du secteur, issus de plus de 100 pays, parmi lesquels des chefs d'État et de gouvernement, des organisations internationales, des dirigeants d'entreprises, des représentants de la société civile, du monde universitaire et de la recherche.

[**➔ LIRE L'ARTICLE COMPLET "Intelligence artificielle : nécessité de développer et d'instaurer une gouvernance de l'IA, dans l'intérêt général"**](#)

Christine Van Nieuwenhuyse



Evaluation des progrès de la Belgique vers la réalisation des objectifs de développement durable

L'Institut fédéral pour le développement durable (IFDD) vient d'attirer l'attention sur deux rapports préoccupants :

Le premier a été établi par le Bureau fédéral du plan (BFP) qui a évalué les **progrès de la Belgique en matière de développement durable**. Il en ressort que notre pays est en voie d'atteindre moins d'un tiers des ODD (16 sur 51). En 2023, le bien-être dans notre pays n'a jamais été aussi bas depuis près de 20 ans. L'évolution négative concerne principalement les aspects sociaux et plus particulièrement 11 des 23 objectifs sociaux. Enfin, aucune évolution claire n'a pu être dégagée pour 12 objectifs.

Pour plus de détails voir le rapport [ici](#).

Le deuxième rapport intitulé « **Europe Sustainable Development Report 2025** » (ESDR), publié par le Réseau de solutions pour le développement durable des Nations Unies (SDSN), révèle le **ralentissement des progrès des ODD** et les défis persistants en matière de défis sociaux, environnementaux et liés à la biodiversité à travers l'Union européenne.

Le rapport souligne la nécessité pour les nouveaux dirigeants de l'UE de réaffirmer leur engagement envers les ODD. Cette sixième édition de l'ESDR, évalue les progrès des ODD dans 41 États, dont les 27 États membres de l'UE, neuf pays candidats à l'UE, quatre pays de l'association européenne de libre-échange (AELE) et le Royaume-Uni. La Belgique est classée 16ème en termes de réalisation des ODD, avec un indice SDG de 72,2.

Plus d'information [ici](#).

André Hupin, Secrétaire général APNU



La FAO , le PAM et la Belgique ont conclu leur deuxième Dialogue stratégique à Bruxelles.

La Belgique entretient depuis toujours une importante coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) et chaque année ont lieu des réunions alternativement à Rome et à

←
♡
🔗

Bruxelles pour échanger sur les priorités respectives en matière de développement ou d'aide humanitaire et convenir des orientations de cette coopération. Le dernier "Dialogue stratégique" a eu lieu à Bruxelles du 27 au 29 janvier dernier. L'APNU a pu participer à une réunion organisée à cette occasion avec les représentants des autorités régionales, de plusieurs universités et d'organisations de la société civile.

➔ [LIRE L'ARTICLE POUR PLUS DE DÉTAILS: "Quand la Belgique entretient sa relation spéciale avec la FAO et le PAM"](#)

André Hupin

PAROLE A APNU JEUNES



Conflits oubliés : la guerre civile au Yémen et l'implication des Houthis

Plus de 10 années de conflit au Yémen ont résulté en l'une des plus longues et des plus désastreuses crises humanitaires. Elle a frappé de façon disproportionnée les femmes et les enfants, qu'il s'agisse des bombardements indiscriminés, des déplacements forcés, de l'accès à la santé, à l'aide humanitaire ou à l'éducation. Cet article a pour intention de mettre en lumière les tenants et aboutissants de cette crise longtemps oubliée, mais redevenue récemment d'actualité.

➔ [LIRE L'ARTICLE COMPLET SUR LE SUJET](#)

Selma Cherigui, Présidente APNU Jeunes

EVENEMENTS A VENIR

30/06 - 03/07 : 4eme Conférence internationale sur le financement du développement - [Plus d'informations](#)



Association pour les
Nations Unies

Accueil

Posts

Enter Y...

Subscribe



← ↪ 2025 Association pour les Nations Unies.



[Politique de confidentialité](#)

[Conditions d'utilisation](#)

Propulsé
par
beehiv